



AFRIQUE DE L'OUEST : DES CRISES DE LA CITOYENNETE

Richard Banégas*

Durant les années 1990, le centre de gravité de la violence politique au Sud du Sahara paraissait tourner autour de l'axe équatorial : le génocide au Rwanda, la rébellion burundaise, la guerre au Sud-Soudan, le conflit frontalier entre l'Ethiopie et l'Erythrée, la guerre des milices à Brazzaville, les mutineries à répétition en Centrafrique, et surtout la régionalisation du conflit de l'ex-Zaïre devenu République démocratique du Congo semblait alors indiquer que l'Afrique centrale et des Grands Lacs sombrait au "Coeur des ténèbres". Quinze à vingt ans plus tard, la géographie de la conflictualité a changé. Désormais c'est l'Afrique de l'Ouest qui apparaît comme la zone de crise majeure, en particulier l'Afrique francophone qui s'était jusqu'alors plus ou moins tenue à l'écart des conflits du Nigeria, du Libéria et de Sierra Léone. S'agit-il d'un basculement important ou d'un simple effet d'optique ? Comment expliquer cette généralisation de la violence politique en Afrique de l'Ouest francophone ? Faut-il y voir une conséquence de la "faillite" des Etats comme le veut la nouvelle vulgate des relations internationales et des agences d'aide ? Un effet de débordement (*spill over effect*) des bouleversements sous-régionaux, notamment des "printemps arabes" et de la crise libyenne (interrogeant au passage la responsabilité de la

France quant aux conséquences de son interventionnisme brouillon en Libye) ? Ce dernier facteur est évidemment crucial pour comprendre le développement rapide de la rébellion touareg du Mouvement National de Libération de l'Azawad (MNLA) et la prise de contrôle du nord-Mali par les milices jihado-mafieuses d'AQMI, d'Ansar Eddine et du Mouvement pour l'Unité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO). Mais cette focale internationale ne raconte pas toute l'histoire et laisse dans l'ombre sans doute l'essentiel. Les études de cas présentées dans ce dossier (Mali, Sénégal, Guinée, Côte d'Ivoire)¹ indiquent que ces crises multiformes qui déstabilisent l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest sont d'abord et avant tout des crises de la citoyenneté.

Cet enjeu se manifeste d'abord dans sa dimension politico-institutionnelle, notamment autour de la question électorale. Pour une large part, les tensions qui traversent les pays analysés ici se sont nouées autour des problématiques de succession ou d'alternance. Mais elles ne s'y réduisent pas. Ce n'est pas un hasard si le putsch qui a conduit le Mali dans l'impasse actuelle a eu lieu, le 22 mars 2012, à cinq semaines de la tenue du scrutin présidentiel : ce qui était en jeu, ce n'était pas simplement l'effacement d'un président, le général Amadou Toumani Touré (ATT), symbole des processus de transition des années 90, mais aussi et surtout la possibilité ou pas de régénérer une démocratie malienne qui, loin du "modèle" loué par les bailleurs de fonds, s'était enlisée dans les luttes factionnelles, les trafics et les dérives mafieuses. La crise malienne, aujourd'hui lue quasi-exclusivement à travers le prisme du terrorisme international et de la sécession islamiste du Nord, mérite sans doute un réexamen à cette aune. C'est le pari qui est fait ici en présentant un texte qui aborde la question du Nord vue de Bamako. Johanna Siméant et Laure Traoré y démontrent que, depuis le coup d'Etat, les appels à défendre l'intégrité du territoire national résonnent bien au-delà de la volonté de bouter hors du pays les milices franchisées d'Al Qaeda ; ils témoignent d'une

¹ Trois des textes présentés ici (Sénégal, Mali et Côte d'Ivoire) sont issus d'enquêtes individuelles et collectives menées dans le cadre d'un *Joint African Studies Program* (Columbia University, Université Paris I-CEMAf) qui s'organise autour de projet de recherche intitulé « The Arts of Citizenship in Africa ». Sous la co-direction de Richard Banégas et Mamadou Diouf, ce programme réunit chercheurs confirmés, doctorants et étudiants de master de deux côtés de l'Atlantique.

forte demande sociale d'intégrité politique et de régénération morale, notamment de la part d'une certaine fraction de la jeunesse urbaine.

C'est une revendication analogue de moralité publique qu'observe Sévérine Awengo d'Alberto dans le mouvement "Y'en a marre" au Sénégal. Dans la lignée des précédentes mobilisations du *Set Setal* (qui visaient déjà à un "nettoyage" de l'espace public²) et du *Bul Faale*³, mais aussi en écho avec les manifestants de Tunis ou de la place Tahrir au Caire, les jeunes de Dakar qui se sont engagés dans ce mouvement n'exigeaient pas seulement le respect de la Constitution par un Président enclin à la modifier à sa guise pour se maintenir en place, mais aussi et surtout l'émergence d'un "nouveau type de Sénégalais" (NTS), porteur d'un nouvel éthos de la citoyenneté. Dans ces luttes sociales et politiques des "Y'en a marristes" et des militants du "M23", on peut observer un processus complexe de production de nouveaux imaginaires de la cité et de nouveaux modèles de citoyenneté critique, en partie dégagés des anciennes logiques partisanses.

En Côte d'Ivoire, on le sait, c'est aussi autour de l'alternance électorale que la violence s'est décuplée. Reportée depuis la fin du premier mandat de Laurent Gbagbo en octobre 2005, l'élection présidentielle de fin 2010 devait constituer le scrutin de « sortie de crise ». Trois ans et demi après la signature de l'Accord politique de Ouagadougou (APO), le pays semblait prêt à tourner la page des années de violence. Le taux de participation électorale, supérieur à 80 % au premier tour, indiquait à lui seul combien les Ivoiriens étaient « fatigués » de ces années de crise et désireux que leur vote apporte enfin la paix dans le pays. Et pourtant, c'est l'inverse qui s'est passé. Le refus de Laurent Gbagbo d'accepter sa défaite face à Alassane Dramane Ouattara a plongé le pays dans une nouvelle crise politique qui, en quelques mois, a pris la tournure d'une véritable guerre civile, urbaine et

² Voir Mamadou Diouf, « Fresques murales et écriture de l'histoire. Le Set Setal à Dakar », *Politique africaine*, n° 46, juin 1992, pp. 41-54.

³ Voir Jean-François Havard, « Ethos "Bul Faale" et nouvelles figures de la réusiste au Sénégal », *Politique africaine*, n° 81, juin 2001, pp. 63-77

rurale. Pendant quatre mois, la violence a ravagé Abidjan, jusqu'à ce que l'intervention des forces françaises et onusiennes permette l'arrestation de Laurent Gbagbo et la victoire du camp ouattariste. La bataille politico-juridique autour de la proclamation des résultats, l'instrumentalisation des institutions censées les vérifier - y compris l'ONU en charge de la "certification" - la dyarchie qui en a résulté avec, d'un côté, un président contesté mais conservant le contrôle de l'État et, de l'autre, un président élu, reconnu par la communauté internationale mais sans réelle autorité, contraint de se réfugier à l'hôtel du Golf, laisse penser à une banale querelle de succession comme observer ailleurs, notamment en République démocratique du Congo lors du dernier scrutin présidentiel. En fait, la radicalisation extrême de la violence politique en Côte d'Ivoire n'était pas que la résultante d'un simple contentieux électoral. Elle était bien plutôt l'expression d'un triple processus, engagé depuis une dizaine d'années, de milicianisation de l'État, de criminalisation de la société et de militarisation des luttes politiques autour des enjeux de la citoyenneté⁴. Une crise de la citoyenneté mettant aux prises deux conceptions radicalement opposées de l'appartenance nationale comme en témoignait la virulence des attaques xénophobes durant la campagne électorale :

« Chantons ensemble, scandaient les Jeunes patriotes en soutien à Laurent Gbagbo ! Jamais on n'a vu, vu, vu, jamais on ne verra ra ! Un petit Mossi si si si, diriger la Côte d'Ivoire ! » ; « Grande finale le 21 novembre, Côte d'Ivoire-Burkina. Ne laisse pas ton pays perdre à domicile. Il a donc besoin de ton soutien, de ton suffrage. Ne l'abandonne pas. Passe le message pour une patrie nouvelle avec Gbagbo. Y a rien en face !⁵ »

⁴ Voir R. Banégas, « Post-election crisis in Côte d'Ivoire : the Gbonhi War », *African Affairs*, 110 (440), July 2011, pp. 457-468.

⁵ Cités par Mass Domi, « Présidentielle ivoirienne/ Le choix est vite fait : Entre un "étranger" qui construit et un Ivoirien qui empoisonne », *Le Mandat*, 8 novembre 2010.

En Guinée, après la mort de Lansana Conté en 2008, c'est également par la voie du putsch et de la violence de rue que la succession s'est organisée. Après deux ans de transition militaire brutale et ubuesque, les urnes ont finalement porté au pouvoir un président civil, Alpha Condé, vieil opposant à la dictature. Mais, comme le souligne Vincent Foucher dans son article, les conditions mêmes de cette élection, qui ont vu le candidat ultra-minoritaire accéder au pouvoir, laissent ouvertes de nombreuses questions sur la stabilisation du pays. L'instrumentalisation d'une crainte de l'"hégémonie peule" et d'un sentiment de revanche malinké par le nouvel impétrant réactive de vieilles lignes de fracture. Ici comme ailleurs en Afrique de l'Ouest, les tensions autour de la reconnaissance des résultats électoraux n'indiquent pas seulement une difficulté à s'entendre sur les procédures et à accepter la démocratie comme "seul jeu en ville" (Linz⁶). Elles expriment aussi et surtout des clivages profonds quant à la façon d'imaginer la nation et l'appartenance à celle-ci dans un contexte de radicalisation des mouvements de revendications des droits.

Ce dossier illustre à sa manière qu'il n'y a pourtant aucune fatalité dans ces processus cahotants de construction/consolidation du pluralisme qui s'opèrent tout autant dans les urnes que dans la rue. L'exemple sénégalais en témoigne. Après des mois de tension qui ont fait craindre que le pays ne sombre à son tour dans la violence armée, l'issue pacifique du scrutin de février 2012 a mis en évidence l'ancrage des logiques électorales et des dispositifs sociopolitiques de contention la violence. L'investissement de l'espace public demeure néanmoins un aspect central des luttes actuelles. Ces combinatoires de la rue et des urnes sont complexes et spécifiques à chaque cas étudiés ici. Vincent Foucher identifie la récurrence de cycles de mobilisations/arrestations/ négociations en Guinée qui semblent structurer les rapports de forces et les modes de faire politiques. De même au Mali, où la mémoire des événements de 1991 reste vive, Johanna Siméant et Laure Traoré, soulignent combien cette politique de la rue est redevenue cruciale dans les jeux de pouvoir. En Côte

⁶ Juan J. Linz et Alfred Stepan (dir), *Problems of Democratic Transition and Consolidation*, Baltimore, John Hopkins University Press, 1990

d'Ivoire, enfin, on constate que le contrôle de la rue par la violence et la mobilisation de bandes armées – la politique du “gbonhi” – demeure un paramètre majeur du processus de reconstruction “post-conflit”. L'étude des cas guinéens et ivoiriens fournit au passage des indications sur la complexité des politiques dites de “sortie de crise”. En contrepoint du modèle civique sénégalais et de l'enkystement militaire de la crise malienne, elle montre que si aucune réponse tangible n'est fournie aux revendications de droits, notamment des jeunes générations qui s'affirment dans l'espace public, alors les crises de la citoyenneté qui traversent toute la sous-région pourraient encore se radicaliser et se militariser.

**Richard Banégas est professeur de sciences politiques à Sciences-Po et chercheur au CERI.
Il vient de publier "Parlements de la rue : espaces publics de la parole et citoyenneté en Afrique",
dossier spécial de *Politique africaine* d'octobre 2012.**